



JEAN DESESSARD

POUR UNE ÉCOLOGIE DE TRANSFORMATION

Chères et chers ami.e.s,

Je suis candidat à l'investiture des Verts pour l'élection présidentielle. Partisan de l'écologie populaire et de transformation, le ressort de ma candidature est la nécessité pour les Verts d'apporter une réponse politique à la crise sociale et écologique. Nous devons construire un projet de société qui prenne en compte cette crise dans sa globalité.



Le 29 mai, l'électorat de gauche, et principalement les couches populaires, s'est mobilisé pour exprimer une immense détresse sociale. Le vote « Non au TCE » a exprimé un refus des politiques économiques et sociales menées ces dernières années. N'hésitons pas à l'affirmer, il s'agit d'un vote de classe et de résistance au néo-libéralisme. Malgré les pressions médiatiques, jamais le débat n'a été aussi intense, dans les cafés, les usines, les bureaux, les facs, les foyers.

Tenir compte de ce vote du 29 mai et le dépasser tous ensemble, ce n'est pas le nier et l'oublier. C'est, tout d'abord, réaffirmer notre volonté de construire une Europe politique, démocratique, écologique et sociale, mais, c'est aussi, analyser en profondeur le système économique et les effets désastreux du néolibéralisme en Europe et la sujétion aux politiques commerciales de l'OMC.

Il nous aurait fallu plus de temps pour réfléchir aux conséquences politiques du vote sur le TCE et, lors du

dernier CNIR, je me suis prononcé pour le report du calendrier de désignations internes des candidat-e-s à la présidentielle. Cela aurait permis un débat politique plus approfondi, en particulier sur l'éventualité d'une candidature de José Bové qui incarne aujourd'hui l'espace de la résistance écologique et anti-libérale.

LES VERTS SE TROUVENT
DEVANT UN CHOIX DE STRATÉGIE :

- Ou bien privilégier une politique d'accompagnement du système économique néo-libéral en jouant un rôle d'aiguillon pour l'adoption de mesures environnementales, nécessaires au bon fonctionnement du capitalisme mondial.
- Ou bien choisir une politique de transformation sociale, de combat contre le système économique dominant. La priorité n'est donc plus la gestion des institutions, mais la construction d'un rapport de force et la définition d'un projet collectif alternatif.

Pour ma part, j'axe ma candidature dans une stratégie qui place les Verts au cœur de la gauche, pour un parti de transformation sociale. Je n'abandonne pas l'idée qu'il faut changer ce monde et situe mon combat militant dans la solidarité avec les victimes du système néolibéral.

Suite page suivante...

CANDIDATURE DE JEAN DESESSARD

JEAN DESESSARD



Face à l'urgence sociale, écologique et démocratique, l'écologie de transformation ne peut être un simple ajout aux politiques publiques ; elle doit être le fondement de ces politiques.

Changer le pansement ou penser le changement ?

Je placerais délibérément la question de l'urgence sociale au centre des priorités politiques. A certains qui me diront, « *ce n'est pas la spécificité des Verts* », je répondrai : Les Verts présentent un projet global qui ne se découpe pas en tranches !

21 avril 2002, 29 mai 2005, révoltes de novembre... le point commun à ces événements, c'est évidemment la désespérance sociale croissante des citoyens.

Nous ne pouvons accepter la casse du code du travail : délocalisations, démantèlement des services publics, remise en cause de la réduction du temps de travail, CNE, CPE, stages, apprentissage à 14 ans, etc. Face à un projet de société de la droite et du Medef, s'adaptant aux normes de la mondialisation libérale, un modèle de société qui assume aujourd'hui sans complexe la précarisation générale et en particulier celle des jeunes et des personnes en difficulté, les écologistes se doivent d'être au cœur de la résistance sociale. Mais défendre les « acquis sociaux » ne suffit pas. Nous devons lutter contre le productivisme car dans le domaine économique et social, nous avons la même responsabilité que sur les sujets environnementaux. Nous devons être porteurs de projets innovants, d'un autre choix de société, écologique et solidaire.

La politique de Villepin et Sarkozy nous rappelle tous les jours la différence entre la droite et la gauche. Mais ce n'est pas parce que nous

combattons la droite que nous devons éviter le bilan des politiques de la gauche au pouvoir et nous résigner à la politique social-libérale que le PS présente comme la seule politique possible, la seule raisonnable.

Quel est notre niveau d'ambition ? Changer le pansement ou penser le changement ? Entre ceux qui refusent systématiquement de participer au gouvernement et ceux qui, parce qu'ils veulent y rentrer, sont prêts à toutes les compromissions avec le Parti Socialiste, n'y a-t-il pas de la place pour une stratégie et un projet plus ambitieux ?

DÉFENDRE ET RECONSTRUIRE LES SERVICES PUBLICS

Cassés par la droite, les services publics sont aujourd'hui laminés. Ils représentent pourtant un élément fondamental du lien social, un des moyens privilégiés de solidarité et d'intégration. Les services publics de santé, d'éducation, de culture, de justice, de sécurité, entre autres, doivent être profondément réformés. Le service public doit être accessible, proche, démocratisé et « écologisé » dans la définition de ses objectifs, dans sa gestion, dans son contrôle.

UN MODE DE CONSOMMATION DIFFÉRENT ET ACCESSIBLE À TOUS

Il faut repenser notre mode de consommation. Economiser l'énergie, privilégier le bio, donner la priorité absolue aux transports en commun, développer le commerce équitable : nos idées progressent, lentement mais sûrement. Toutefois, nous ne pouvons nous contenter d'un discours de contrainte. La sobriété, oui, mais l'écologie de guerre, elle, ne passera pas dans l'opinion. Allons-nous dire aux électeurs : voici venue l'heure du rationnement et des privations ? Quelle crédibilité nous accorderont les classes populaires ? Que penseront de nous tous

ceux qui s'enfoncent dans la pauvreté, les Rmistes, les Smicards ? Je n'ai pas renoncé à m'adresser aussi, et d'abord, à eux. Une consommation intelligente, sociale et redistributive est possible.

L'urgence écologique

L'urgence écologique n'est pas dissociable des urgences sociales et démocratiques.

Parce que ce sont les populations les plus précarisées qui subissent le plus ce qu'on doit aujourd'hui appeler les violences environnementales dans leur vie quotidienne : pollution de l'air, bruit, proximité de sites industriels à haut risque, etc., l'urgence écologique est aussi évidemment une urgence sociale qui doit devenir prioritaire dans nos combats.

L'urgence écologique, c'est d'abord la question du réchauffement climatique et donc des économies et de maîtrise des énergies. Mais on ne peut pas imposer à ceux qui n'ont rien des mesures de restrictions ou leur proposer des exonérations fiscales ou des crédits d'impôts sur des impôts qu'ils ne peuvent pas payer, et pour cause.

La priorité est à la sortie du nucléaire et au développement des énergies renouvelables, à la lutte contre les pollutions générées par les voitures et le transport routier et donc aux alternatives que constituent le ferroutage, le transport fluvial, les transports publics moins chers, et dans les logements, la priorité aux énergies renouvelables.

L'urgence écologique, c'est aussi la défense d'une agriculture écologiquement soutenable qui réduit ses besoins en eau, en produits chimiques et sans OGM, garante de produits sains et diversifiés, créatrice d'emplois et qui maintient un nombre élevé de paysans et d'exploitations agricoles en France. Pas de pays... sans paysans !



JEAN DESESSARD

L'urgence démocratique

La crise de représentation politique mine la société française. La Ve République ne fonctionne plus. Les contre-pouvoirs n'existent pas, que ce soit au Parlement, dans les médias ou dans la justice. Des catégories entières de la société sont exclues. La VI^e République est à l'ordre du jour. Elle exige non seulement l'adoption de la proportionnelle à toutes les élections, le droit de vote des résidents étrangers, le non-cumul des mandats, un statut de l'élu (y compris associatif), la représentation de toute la population dans sa diversité (y compris les minorités visibles). Le développement de la démocratie participative doit associer les citoyens à tous les échelons de la cité comme de l'entreprise. Les citoyens veulent pouvoir désormais faire respecter les mandats qu'ils donnent à leurs élus.

Enfin, le pouvoir politique doit retrouver toute sa place face au pouvoir économique dominant, à la technocratie et aux lobbies.

Je me présente pour être le candidat de l'alter-développement pour une décroissance sélective et équitable au Nord, pour réduire la fracture Nord-Sud. Il ne s'agit plus d'accompagner le libéralisme ni de le verdir mais de le transformer en s'attaquant au cœur même du système : la domination des entreprises multinationales. Le libéral-productivisme est l'expression de la crise profonde du lien social dans laquelle la mondialisation économique et informationnelle à la fin de millénaire nous plonge. Aucune force politique ne la met au centre. Or, des tempêtes dues au changement climatique, des morts par pollution de l'air à la canicule, de l'amiante au clonage humain, deux questions sont au cœur du débat public : l'avenir de la planète et l'avenir de l'espèce. Le candidat écologiste devra proposer un comporte-

ment et un mode de consommation alternatif appuyé sur la simplicité volontaire, sur les comportements écolos, la convivialité, l'éthique consumériste, les pratiques concrètes comme les SCOP, les SCIC, les AMAP ou les SEL, en phase avec une partie grandissante de notre électorat potentiel qui nous demande de mettre en accord nos actes et nos paroles. Je serais le candidat qui soutient les actes de désobéissance civile qui, du mariage gay au fauchage des OGM, font plus avancer le droit que de longs discours.

Je serai le candidat d'un nouveau contrat entre la nature et la société :

Il passe par la lutte contre l'horreur écologique et ses conséquences, contre la pollution de l'air, de l'eau, de la terre; pour la santé environnementale et la sécurité alimentaire pour tous, contre l'effet de serre; pour une agriculture paysanne contre l'agro business et pour le droit à la souveraineté alimentaire; pour un service public des énergies soutenables; pour la protection concertée et contractualisée de 10 % au moins du territoire national dans le cadre de Natura 2000; pour une grande loi sur la qualité de l'air; pour la reconquête des zones rurales et urbaines en déshérence, pour une grande loi sur le ferroutage.

Je serai le candidat du droit au respect dans les quartiers populaires

et des banlieues et contre toutes les discriminations. 85 % des Français habitent l'espace urbain mais la ville n'a pas de politique et est marquée par les inégalités sociales, territoriales et environnementales. Nous devons développer la notion de « la ville de droits », pour l'écologie populaire; la lutte contre les discriminations (harcèlement moral, sexuel, racisme...), contre les violences faites aux

femmes, pour l'égalité des droits entre Français et étrangers, contre l'immigration jetable et corvéable à merci.

La colonisation reste d'une actualité brûlante, elle imprègne les mentalités. Au lieu de nier ce passé, il faut l'assumer ensemble. En ce sens, la bataille contre la loi du 23 février 2005, qui reconnaît les aspects positifs de la colonisation, a eu le mérite de montrer les clivages. Les discriminations ethniques et sociales se renforcent mutuellement, et il faut les combattre l'une comme l'autre. Les Verts doivent, avec les populations discriminées, se battre pour faire reconnaître et assumer les drames issus de la colonisation, se battre au quotidien avec ceux qui subissent toutes les répressions, en raison de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leurs choix religieux.

Je serai le candidat de l'altermondialisme

de la lutte contre la marchandisation et la privatisation du monde. L'écologie sera altermondialiste ou ne sera pas, car la crise écologique ne s'arrête pas aux frontières. La France, en soutenant des tyrans africains depuis 1960, porte une responsabilité particulière dans la crise écologique de ces pays. La « Françafrique » néocoloniale, empêchant toute démocratisation, a entraîné le pillage des ressources naturelles. La lutte contre l'apartheid planétaire et ses conséquences (impunité, paradis fiscaux, organisation du moins-disant fiscal et social) passe non seulement par l'application de la taxe Tobin, l'abolition de la dette et pour d'autres rapports Nord-Sud, par une politique renforcée de coopération décentralisée et solidaire contre la « Françafrique » et ses réseaux mais aussi par une refondation des institutions financières internationales et

Suite page suivante...

CANDIDATURE DE JEAN DESESSARD

JEAN DESESSARD



l'abolition des paradis fiscaux. Elle passe surtout par le développement de la notion de biens communs qui protège les ressources naturelles de l'humanité.

Je serai le candidat pour une autre Europe, écologique et solidaire.

Nous devons dire l'Europe que nous voulons. Les Français ne sont pas amnésiques par rapport au 29 mai. Les Verts devront se déterminer pour une constituante où les citoyens ont des pouvoirs de contrôle et d'intervention suffisants pour contrebalancer la commission de Bruxelles.

Aujourd'hui, après les Non français et hollandais au projet de Traité constitutionnel, avec la lutte contre les directives Bolkestein et de libéralisation des services publics, nous avons besoin d'un projet d'Europe sociale.

Pour cela, nous devons négocier un Traité de l'Europe sociale, qui fixe des critères de convergence sociale ambitieux, comparables aux critères de Maastricht, et change les règles du jeu en matière de monnaie, de fiscalité, d'agriculture et de relations Nord-Sud. Un Traité qui reconnaît la primauté du principe d'intérêt général sur le droit de la concurrence. Un Traité qui reconnaît vraiment en droit la notion de service public et donne contenu et force à la notion d'alter développement.

Il faut négocier une vraie Constitution, un texte court qui ne traite pas du contenu des politiques mais seulement des valeurs, des droits fondamentaux et des règles du jeu démocratique : un vrai gouvernement responsable devant le Parlement européen.

Je serai le candidat de tous les Verts, et pas d'un courant, d'un clan ou d'une coterie quelconque. Je l'ai déjà montré depuis que je suis entré aux Verts il y a 17 ans. Ma campagne sera celle d'un

porte-parole collectif et s'articulera en liaison étroite avec celle des centaines de candidats aux législatives que nous aurons désignés d'ici là. La campagne doit être l'occasion de dépasser nos divisions internes qui n'ont aucun sens pour nos concitoyens dans les difficultés de leur vie quotidienne et face à la mutation de la société.

Une campagne de projet, de radicalité et de conviction

La campagne électorale devra s'adresser à toute la société.

Nous devons mener au sein de la gauche une campagne projet contre projet. Ce qui motive les sympathisants de notre parti, c'est notre capacité à peser sur les transformations réelles de la société et des politiques publiques en gardant nos convictions et notre radicalité.

Le candidat des Verts devra défendre le projet que définira le parti dans les différentes campagnes électorales que nous aurons à mener : présidentielle, législatives, municipales, etc.

Le contenu de la campagne présidentielle devra impérativement être lié à celui des législatives pour bien affirmer l'autonomie des Verts et acter que le compromis que nous pourrions faire avec le PS et les autres forces de gauche est bien un compromis entre des projets différents et non un accord de maquignons pour avoir plus de postes de députés.

Au congrès des Verts, à Reims, j'avais déjà estimé qu'il était important que nous nous rassemblions tous ensemble. J'avais œuvré pour la synthèse dans la clarté. Les prochaines échéances, présidentielle, législatives, municipales, cantonales, sénatoriales et celle de la refondation du parti doi-

vent être assumé de manière commune. J'estime qu'il est temps de se projeter au-delà du passé et de raisonner comme ce que nous sommes déjà potentiellement : le deuxième pilier de la gauche, une force à vocation majoritaire.

J'ai toujours été à gauche, et, comme un certain nombre de militants Verts dans les années 70, à l'extrême gauche. J'ai animé les marches européennes des chômeurs et animé un mouvement national de chômeurs pendant de longues années.

À partir de la fin de 1990, j'ai tout fait pour rassembler les écologistes au sein des Verts à partir du moment où ceux-ci avaient choisi clairement au Congrès du Mans, la voie de l'Union de la gauche et des écologistes. Je voulais que l'écologie politique s'ancre durablement dans une stratégie de gauche, tout en respectant l'autonomie des Verts. C'est toujours mon combat en tant que sénateur de Paris.

Je pense que la vie politique est ainsi faite que l'on doit juger les hommes et les femmes politiques sur leur fidélité à leurs engagements et à leurs idées sur une longue période.

Oui ou non, face à la crise écologique, à la fracture sociale et politique pouvons-nous prendre des mesures qui redonnent l'espoir au plus grand nombre, voulons-nous une autre société ?

Oui ou non voulons-nous une Europe, sous contrôle des citoyens, une autre mondialisation où le projet dessiné dans les forums sociaux se substitue à celui que les maîtres du monde réunis à Davos veulent nous imposer ?

La campagne devra répondre à ces questions. Nous ne voulons pas seulement voir la gauche et les écologistes gagner des élections. Nous voulons la voir faire autrement et autre chose.



JEAN DESESSARD

L'élection présidentielle est une bataille politique particulière. Un candidat exprime, par procuration, les aspirations, les désirs d'une partie de la population. La présidentielle n'est pas qu'une affaire d'image. Si l'on ne place pas le projet et le message au centre, l'image ne reflète que le vide des idées ou la langue de bois du parti. C'est autour du projet que le candidat rassemble son camp. Ce sont ces conditions qu'il nous faut réunir dans les mois qui viennent pour reconstruire l'espérance.

Je suis prêt à relever le défi et c'est pourquoi je présente ma candidature. Si vous partagez les grandes lignes du projet que je viens de tracer, je vous invite à y apporter votre soutien.

Avec toutes mes amitiés écologistes,

JEAN DESESSARD

**Pour toute réponse,
critique ou suggestion :
desessard@lesverts.fr**

**Sur mon site
jean.desessard.ouvaton.org,
vous trouverez des informations
complémentaires :
CV détaillé, fiches programme,
analyses stratégiques
approfondies...**